IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

OBSERVATOIRE
politique et
géostratégique
des États-Unis

Revue d'analyses

WASHINGTON FACE AU RETOUR AU PREMIER PLAN DU CONFLIT ISRAÉLO-PALESTINIEN

Damien Tschantré / Journaliste

Octobre 2023

PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

Damien Tschantré / Journaliste

Damien Tschandré réalise pour l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis, ainsi que l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique, des revues d'analyses thématiques d'articles récents de chercheurs et d'experts dans le monde. En 2022, il a collaboré avec le Centre français de recherche sur l'Irak pour effectuer ce même type d'exercice. Il est diplômé d'un Master 2 dans le domaine de la médiation des sciences et des savoirs au Conservatoire national des arts et métiers en 2023. Il a aussi été diplômé de l'École supérieure de journalisme de Paris en 2019.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE POLITIQUE ET GÉOSTRATÉGIQUE DES ÉTATS-UNIS

Sous la direction de **Romuald Sciora**, chercheur associé à l'IRIS, l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis de l'IRIS a pour ambition d'offrir un éclairage sur les élections présidentielles et législatives de 2024 et sur l'évolution des États-Unis contemporains, notamment l'impact de celle-ci sur la coopération franco-étatsunienne, l'Union européenne et le reste du monde.

Il s'articule autour de la publication d'analyses, la copublication d'ouvrages de référence, la production de vidéos et l'organisation d'évènements (conférences, tables rondes, colloques) en France, aux États-Unis et au Canada.

The Academy of Political Science fondée par l'Université Columbia de New-York, **the Columbia-SIPA Urban and Social Policy Program** et la **Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal**, sont les principaux partenaires académiques de l'Observatoire.

---

iris-france.org

@InstitutIRIS

@InstitutIRIS

institut_iris

IRIS

IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

© IRIS - Tous droits réservés

La brutale attaque et les nombreux enlèvements menés par la branche armée du Hamas dans le sud d'Israël le 7 octobre dernier, ainsi que les lourds bombardements en riposte de la bande de Gaza par Tsahal ont remis au premier plan le conflit israélo-palestinien sur la scène internationale. Dans un contexte de tensions comme rarement la région en a connu depuis le début de ce conflit en 1948, les États-Unis ont immédiatement réagi. Désireux de montrer leurs déterminations à soutenir Israël dans ce nouvel affrontement, ils n'ont pas hésité à envoyer des navires de guerre au large de ses côtes tout en essayant d'éviter un embrasement de la région à travers une intense action diplomatique qui a amené, en pleine crise, Joe Biden à effectuer une visite à Tel-Aviv le 18 octobre 2023.

Pourtant, « au moment de l'attaque meurtrière du Hamas contre Israël, l'allié le plus proche de Washington au Proche-Orient, les États-Unis n'avaient pas d'ambassadeurs confirmés en Israël, en Égypte, à Oman ou au Koweït » constate **Robbie Gramer, journaliste expert des questions diplomatiques à *Foreign Policy***[1]. Des dizaines de postes importants, liés à la sécurité nationale, n'étaient pas non plus pourvus et de nombreux fonctionnaires subalternes laissés à eux-mêmes n'avaient tout simplement pas les compétences pour gérer ce type de crise. Quand commence le conflit, la diplomatie américaine semblait s'être déjà désintéressée et désengagée de la région.

Pour **Suzanne Maloney, directrice du programme de politique étrangère de la Brookings Institution**, cet « assaut du Hamas et le rôle de l'Iran dans celui-ci mettent à nu les illusions de Washington »[2]. « Ce qui a pris fin, explique-t-elle, c'est l'illusion que les États-Unis peuvent se retirer d'une région comme le Proche-Orient, qui a dominé le programme de sécurité nationale américain au cours du dernier demi-siècle, au profit de la zone Indo-Pacifique, sans que cela ne créer de problème. »

[1] Robbie Gramer, « There's No American Ambassador in Israel », *Foreign Policy*, 9 octobre 2023. https://foreignpolicy.com/2023/10/09/theres-no-american-ambassador-in-israel/

[2] Suzanne Maloney, « The End of America's Exit Strategy in the Middle East », *Foreign Affairs*, 10 octobre 2023. https://www.foreignaffairs.com/middle-east/israel-hamas-end-americas-exit-strategy-suzanne-maloney

De plus, la tentative de normalisation des relations entre les deux plus importants alliés des Américains dans la région, Israël et l'Arabie saoudite, pour contrer l'Iran et tenir à l'écart la Chine, n'a jusqu'à aujourd'hui toujours pas débouché sur quelque chose de concret. Bien au contraire, avec le désengagement étatsunien de la région, la Chine a pu jouer un rôle diplomatique de première importance entre les Iraniens et les Saoudiens et l'attaque récente du Hamas pourrait, pour certains observateurs, avoir des répercussions majeures sur le projet de normalisation israélo-saoudienne souhaité par la Maison Blanche, voir aller jusqu'à l'enterrer. Même si les parties, Riyad, Washington et Jérusalem, reconnaissent toujours l'avantage d'un tel accord, le fait qu'Israël devrait encore intensifier sous peu sa guerre contre le Hamas ne peut en effet que le remettre en question, du moins à court et moyen terme.[3]

Pour ce qui est de la question iranienne, Suzanne Maloney précise qu'à la suite de la tentative ratée de Washington de ressusciter l'accord nucléaire de 2015 passé avec Téhéran, l'administration Biden a pensé que quelques compensations économiques et des échanges de prisonniers pourraient calmer les provocations de l'Iran dans la région. D'après elle, l'offensive du Hamas démontre le contraire. Si on ne connaît pas à ce stade le rôle exact de Téhéran dans cette attaque, on sait qu'elle arme, finance et équipe ce dernier et qu'aujourd'hui le régime des ayatollahs se réjouit de son incursion en territoire israélien « dans l'espoir que l'offensive du Hamas concourra à entrainer la disparition d'Israël ». L'Iran a une responsabilité de près ou de loin dans cette crise, affirme la chercheuse, avec une volonté toujours affichée de détruire Israël et d'affaiblir les États-Unis, particulièrement en ce moment. Selon elle, « Téhéran est convaincu depuis la débandade en Afghanistan que la Maison-Blanche refusera de s'embarquer dans toute guerre qui pourrait rappeler celles qui ont suivi le 11 septembre, même si le prix à payer en est sa crédibilité en tant que super puissance sur la scène internationale. Les troubles intérieurs aux États-Unis et en Israël ont probablement également aiguisé l'appétit des dirigeants iraniens, qui sont depuis longtemps convaincus que l'Occident se détériore de l'intérieur », ajoute-t-elle. Pour faire face à cette situation, Suzanne Maloney urge Washington d'avoir avec l'Iran la même approche que celle qu'elle a avec la Russie et la

[3] Agnès Helou, « Hamas attack might freeze Sausi-Israeli normalization, but won't likely kill it : Analists », *Breaking Defense*, 12 Octobre 2023. https://breakingdefense.com/2023/10/hamas-attack-might-freeze-saudi-israeli-normalization-but-wont-likely-kill-it-analysts/

Chine, dont ce pays est proche, à savoir construire des coalitions et appliquer des sanctions significatives afin de dissuader les tentatives de déstabilisation de Téhéran dans la région et de freiner les progrès de son programme nucléaire.

L'attaque du Hamas remet en cause les choix de la politique étatsunienne au Proche-Orient estime également **Vivek Mishra, membre du programme d'études stratégiques de l'Observer Research Foundation**[4]. Mais pour ce dernier, « le Proche-Orient redevient un élément crucial dans le cadre de la stratégie Indo-Pacifique des États-Unis ». Les initiatives du corridor Inde-Moyen-Orient-Europe ou de l'I2U2 qui regroupe l'Inde, Israël, les Émirats arabes unis et les États-Unis démontrent l'importance grandissante des enjeux liés à cette région sur le plan économique. « Si le fait de contrer la Chine reste le pilier central de la stratégie Indo-Pacifique de l'Amérique, alors l'Asie occidentale ne peut pas être ignorée […]. Il est évident que les efforts de la Chine pour promouvoir la normalisation entre l'Iran et l'Arabie saoudite servent de façade à sa volonté d'accroitre sa présence dans la région et d'y développer ses objectifs », ajoute Vivek Mishra.

Les dirigeants arabes, eux, jugent que la région en question paie actuellement le prix du laxisme de Biden qui n'a pas fait des pourparlers israélo-palestiniens une priorité, rapporte **la journaliste et spécialiste de la politique étrangère des États-Unis, Ellen Knickmeyer**[5]. Cette dernière voit, elle aussi, dans la politique du président étatsunien qui a consisté jusqu'à présent à continuer à faire basculer les priorités de la politique étrangère américaine du Proche-Orient vers la Chine, les raisons de la situation d'échec de l'administration américaine au Levant. « Joe Biden a développé sur le dossier israélo-palestinien une approche beaucoup moins ambitieuse que la plupart des présidents américains qui se sont succédé depuis Nixon. Il n'a pratiquement rien fait pour inciter les dirigeants des deux parties à régler leurs différends […] Washington n'a fait que préconiser des améliorations symboliques concernant les

[4] Vivek Mishra, « Hamas attack snarls up US choices in West Asia », Observer Research Foundation, 11 octobre 2023. https://www.orfonline.org/expert-speak/hamas-attack-snarls-up-us-choices-in-west-asia/

[5] Ellen Knickmeyer, « Biden didn't make Israeli-Palestinian talks a priority. Arab leaders say region now paying the price », *AP news,* 17 octobre 2023. https://apnews.com/article/israel-palestinian-hamas-peace-accord-war-d930f103b33a4b1e40dd1da5d9c8b05b

conditions de vie des Palestiniens, ce qui ne pouvait que convenir au gouvernement d'extrême droite du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Gouvernement qui encourage par ailleurs la colonisation en Cisjordanie et qui comprend des ministres qui s'opposent ouvertement à la solution à deux États soutenue par les États-Unis et l'Union européenne ». Face à l'attaque du Hamas et au bombardement de Gaza en représailles par les Israéliens, les dirigeants arabes dont ceux de l'Égypte, de la Jordanie et de l'Arabie saoudite dénoncent de leur côté « l'incapacité de l'Amérique à s'engager activement et sans partis-pris dans cette nouvelle crise alors que le conflit israélo-palestinien revient sur le devant de la scène de façon plus tragique que jamais ». Ils alertent sur le fait que si les États-Unis ne changent pas rapidement de politique, on risque de voir la situation devenir explosive et incontrôlable, menaçant ainsi la stabilité de l'ensemble du Proche-Orient.

Afin d'éviter une hécatombe ainsi qu'une régionalisation du conflit qui réduirait à néant les projets de normalisation des relations israélo-arabes, **Richard Haass, président du Council on Foreign Relations,** recommande à Washington que, tout en soutenant son allié israélien dans son droit à se défendre, les États-Unis tentent de le convaincre de restreindre ses objectifs militaires à Gaza et cela afin de préserver un chemin, aussi étroit soit-il, vers la paix[6]. Avant l'offensive terrestre de grande ampleur annoncée et amorcée depuis quelques jours par Tsahal, le chercheur estime que « si les États-Unis ne peuvent évidemment pas forcer Israël à renoncer à une invasion terrestre massive, ils doivent néanmoins tout faire pour tenter de convaincre l'État hébreu d'y renoncer ». Selon lui, favoriser des frappes ciblées à la place d'une grande offensive terrestre dans le but de neutraliser les chefs et les combattants du Hamas est la seule solution afin de préserver la région d'un embrasement général. Concernant le premier allié du Hamas dans la région, c'est-à-dire l'Iran, Haass invite Washington à tenir Téhéran comme responsable des possibles actions du Hezbollah, son bras armé au Liban. Pour éviter que le mouvement chiite n'entre dans le conflit, le président du Council on Foreign Relations suggère de menacer ouvertement l'Iran de sanctions qui viseraient à réduire de

[6] Richard Haass, « What Friends Owe Friends », *Foreign Affairs*, 15 octobre 2023. https://www.foreignaffairs.com/israel/what-friends-owe-friends-biden-gaza-richard-haass

façon drastique ses possibilités d'exportation de pétrole, voire de bombardements de ses installations pétrolières. Enfin, Richard Haass affirme qu'il est urgent que les Israéliens comprennent qu'à moyen et long terme, « Israël ne peut pas rester un État sûr, prospère, démocratique et juif à moins qu'il n'y ait un État palestinien à ses côtés ». Pour cela, « les États-Unis devraient exhorter Israël, d'abord en privé, puis en public si nécessaire, à orienter sa politique autour de la construction d'un contexte pour l'émergence d'un partenariat palestinien viable ».

Lors de sa visite à Tel-Aviv, le 18 octobre, le président Biden a réaffirmé le soutien complet des États-Unis à Israël dans sa lutte contre le Hamas et promis à son allié une aide militaire substantielle. Mais il a aussi appelé l'État hébreu à ne pas se laisser guider par la vengeance et à respecter le droit de la guerre. Cela afin d'épargner un minimum les populations civiles. Sur le plan diplomatique et humanitaire, le président américain n'aura obtenu que l'entrée d'une vingtaine de camions transportant de la nourriture et des médicaments à la frontière de Rafah. Pour une population de 2 millions de personnes enfermées dans Gaza, il s'agit d'une goutte d'eau dans l'océan. L'ONU évalue le besoin des gazaouis à l'entrée de 100 camions par jour. Un camouflet pour Joe Biden : sa rencontre prévue avec le président de l'autorité palestinienne Mahmoud Abbas, le roi Abdallah II de Jordanie et le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a été annulé au dernier moment à la suite, la veille, d'une frappe imputée par ces derniers à Tsahal sur un hôpital de Gaza city. Une frappe qui aurait fait des centaines de morts d'après le Hamas, mais dont, pour la communauté internationale, l'origine reste encore à être déterminée.

Leslie Vinjamuri, doyenne de l'Académie de la Reine Elizabeth II à Chatham House[7]**,** estime que le défi à relever pour la diplomatie américaine est d'autant plus compliqué avec l'impact que peut avoir la crise humanitaire du conflit à Gaza. Pour répondre aux enjeux actuels, elle juge, à son tour, qu'une attaque terrestre d'ampleur par les Israéliens serait une erreur

[7] Dr Leslie Vinjamuri, « Present Biden's Middle East visit reveals the challenges for US diplomacy – and the cost of American withdrawal from the region », Chatham House, 18 octobre 2023. https://www.chathamhouse.org/2023/10/president-bidens-middle-east-visit-reveals-challenges-us-diplomacy-and-cost-american

majeure. Elle aurait pour conséquence d'augmenter de façon exponentielle le nombre de morts, mais aussi de créer une vague d'antisémitisme et d'anti-américanisme dans le monde telle que nous en avons rarement connu. L'assaut au sol par Tsahal pousserait par ailleurs les populations arabes de la région à augmenter, avec tous les risques que cela comporte, la pression sur leurs gouvernements respectifs afin que ces derniers finissent par prendre de vraies mesures pour soutenir les Palestiniens.

Pour la doyenne de l'Académie, la réponse américaine doit donc passer par la mise en place d'une « diplomatie équilibrée démontrant aux populations du Proche-Orient et à leurs dirigeants la volonté des États-Unis de protéger les civils des différentes parties prenantes ». Enfin, elle aussi affirme que les Palestiniens ont besoin d'un État à eux, élément essentiel pour pouvoir régler un jour ce conflit sans fin.

Quant au chercheur Emadeddin Badi de l'Atlantic Council[8], il exhorte à son tour Joe Biden à modifier au plus vite son discours. « La solidarité unilatérale du président étatsunien avec Israël et son insistance sur le droit de celui-ci à l'autodéfense *ad nauseam* deviennent rapidement des postures publiques contre-productives. En réitérant aveuglement ces mantras, Joe Biden commet une erreur stratégique qui nuit à l'image mondiale des États-Unis. Il rend également la diplomatie américaine incapable de jouer à brève échéance un rôle de médiation dans le conflit ».

[8] « Expert react: What did Biden achieve in his visit to Israel ?", Atlantic Council, October 18, 2023. https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/experts-react/experts-react-bidens-israel-visit-middle-east-war/

L'expertise stratégique en toute indépendance

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France
+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

iris-france.org

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.